région de la Méditerranée que les Etats souhaiteraient communiquer au Secrétaire général;

3. *Prie instamment* tous les Etats de coopérer avec les Etats méditerranéens aux nouveaux efforts nécessaires pour réduire les tensions et promouvoir la paix, la sécurité et la coopération dans la région, conformément aux buts et principes de la Charte et aux dispositions de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies;

4. *Encourage à nouveau* les efforts visant à développer les formes de coopération qui existent dans divers domaines et à en susciter de nouvelles, notamment pour réduire les tensions et renforcer la confiance et la sécurité dans la région;

5. *Invite à nouveau* le Secrétaire général à accorder l'attention voulue à la question de la paix, de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée et, s'il en est prié, à fournir ses conseils et son concours aux pays méditerranéens qui travaillent de concert à promouvoir la paix, la sécurité et la coopération dans la région;

6. *Invite* les Etats membres des organisations régionales intéressées à prêter leur concours au Secrétaire général et à lui soumettre des idées et des suggestions concrètes sur la contribution qu'elles pourraient apporter au renforcement de la paix et de la coopération dans la région de la Méditerranée;

7. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante et unième session, sur la base de toutes les réponses reçues et de toutes les notifications présentées en application de la présente résolution, et compte tenu du débat qu'elle a consacré à cette question au cours de sa quarantième session, un rapport à jour et complet sur le renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante et unième session la question intitulée "Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée".

117^e séance plénière
16 décembre 1985

40/158. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée "Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale",

Prenant note de la célébration du quinzième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale¹²¹ et de l'important rôle que cette Déclaration a joué dans la vie internationale en renforçant et consolidant la paix et la sécurité et en favorisant la coopération entre les Etats sur la base des buts et principes des Nations Unies,

Notant avec inquiétude que les dispositions de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale ne sont pas intégralement appliquées,

Notant en outre avec inquiétude que le système de sécurité collective des Nations Unies n'est pas utilisé efficacement,

Rappelant que les Etats ont le devoir de n'intervenir dans les affaires intérieures ou extérieures d'aucun Etat,

conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Rappelant les dispositions de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies⁹⁹,

Ayant à l'esprit les dispositions de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention et de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats¹²²,

Rappelant la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux¹²³,

Préoccupée par l'aggravation constante des tensions dans le monde, qu'accompagnent des politiques rivales de sphères d'influence, de domination et d'exploitation dans un nombre croissant de régions du monde, par la nouvelle escalade de la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires, et par le risque de la voir s'étendre à l'espace, autant de facteurs qui menacent gravement la paix et la sécurité internationales,

Profondément troublée par le recours de plus en plus fréquent à la menace ou à l'emploi de la force, à l'intervention militaire et à l'ingérence, à l'agression et à l'occupation étrangère, par l'aggravation des crises dans le monde, par les atteintes persistantes à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des pays, par le déni du droit à l'autodétermination des peuples soumis à l'occupation coloniale ou étrangère et par les tentatives visant à inscrire fallacieusement dans le contexte de l'affrontement Est-Ouest la lutte de peuples combattant pour l'indépendance et la dignité humaine, leur refusant ainsi le droit à l'autodétermination et le droit de décider de leur propre destinée et de réaliser leurs aspirations légitimes, par la persistance du colonialisme, du racisme et de l'apartheid, qui s'appuient de plus en plus sur la force militaire, par l'intensification et par l'ampleur et la fréquence accrues des manœuvres et autres activités militaires conçues dans le contexte de l'affrontement entre grandes puissances et utilisées comme moyen de pression, de menace et de déstabilisation, et enfin par le fait qu'aucune solution n'est apportée à la crise économique mondiale, dont les causes structurelles profondes ont été aggravées par des facteurs cycliques et qui a encore accentué les inégalités et les injustices dans les relations économiques internationales,

Consciente de l'interdépendance croissante des nations et du fait que, dans le monde d'aujourd'hui, il n'existe pas d'autre choix qu'une politique de coexistence pacifique, de détente et de coopération entre les Etats, sur la base d'égalité, quels que soient leur puissance économique ou militaire, leur régime politique et social, leur étendue et leur situation géographique,

Réaffirmant le rôle de l'Organisation des Nations Unies, instance indispensable où tenir des négociations et convenir des mesures à prendre pour favoriser et renforcer la paix et la sécurité internationales,

Soulignant que les organes principaux de l'Organisation des Nations Unies chargés du maintien de la paix et de la sécurité, notamment le Conseil de sécurité, doivent contribuer plus efficacement à la paix et à la sécurité internationales en cherchant des solutions aux problèmes et aux crises qui persistent dans le monde,

Se félicitant de l'appui résolu que les buts et principes de la Charte des Nations Unies, qui se sont révélés être universellement valides, et les idéaux de l'Organisation des Nations Unies ont recueilli lors de la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation, à laquelle ont

¹²¹ Résolution 2734 (XXV).

¹²² Résolution 36/103, annexe.

¹²³ Résolution 37/10, annexe.

participé un grand nombre de chefs d'Etat ou de gouvernement,

1. *Réaffirme* la validité de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale et demande à tous les Etats de contribuer de manière efficace à son application;

2. *Prie instamment de nouveau* tous les Etats de se conformer strictement, dans leurs relations internationales, aux engagements qu'ils ont pris en vertu de la Charte des Nations Unies et, à cette fin, de :

a) S'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, à l'intervention, à l'ingérence, à l'agression, à l'occupation étrangère et à la domination coloniale ni à aucune mesure de coercition politique ou économique qui viole la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance et la sécurité d'autres Etats ou la souveraineté permanente des peuples sur leurs ressources naturelles;

b) S'abstenir d'appuyer ou d'encourager de tels actes, pour quelque raison que ce soit, et rejeter et refuser de reconnaître aucune situation découlant de ces actes;

3. *Demande* à tous les Etats, en particulier aux Etats dotés d'armes nucléaires et aux autres Etats militairement importants, de prendre des mesures immédiates visant :

a) A promouvoir et à utiliser avec efficacité le système de sécurité collective envisagé dans la Charte;

b) A mettre effectivement fin à la course aux armements et à réaliser un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace et, à cet effet, à entamer des négociations sérieuses, utiles et efficaces en vue d'appliquer les recommandations et décisions énoncées dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale¹⁰ et de mener à bien les tâches prioritaires énumérées dans le Programme d'action qui figure à la section III du Document final;

4. *Invite* tous les Etats, en particulier les grandes puissances militaires et les Etats membres d'alliances militaires, à s'abstenir, en particulier dans les situations critiques et dans les régions de crise, de toutes actions, notamment d'activités et manœuvres militaires, conçues dans le contexte de l'affrontement entre grandes puissances et utilisées comme moyens de pression, de menace et de déstabilisation contre d'autres Etats et régions;

5. *Exprime sa conviction* qu'il faut encourager le dégauchement militaire graduel des grandes puissances et de leurs alliances militaires dans diverses parties du monde;

6. *Prie instamment* tous les Etats, en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité, de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation internationale et, à cette fin :

a) De rechercher, en utilisant plus efficacement les moyens prévus dans la Charte, le règlement pacifique des différends et l'élimination des foyers de crise et de tension qui représentent une menace contre la paix et la sécurité internationales;

b) De procéder sans retard à un examen d'ensemble des moyens de relancer l'économie mondiale et de restructurer les relations économiques internationales dans le cadre des négociations globales en vue de l'instauration du nouvel ordre économique international;

c) D'accélérer le développement économique des pays en développement, notamment des pays les moins avancés;

d) De mettre d'urgence à exécution les mesures convenues pour améliorer la situation économique critique en Afrique, qui résulte notamment de la persistance de conditions climatiques défavorables;

7. *Souligne* la part que l'Organisation des Nations Unies doit prendre au maintien de la paix et de la sécurité,

au développement économique et au progrès social pour le bien de l'humanité tout entière;

8. *Demande* à tous les Etats, compte tenu des vues exprimées à la session de célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, de rehausser le rôle de l'Assemblée générale et du Secrétaire général quant au renforcement de la sécurité internationale conformément à la Charte;

9. *Souligne* qu'il faut d'urgence rendre le Conseil de sécurité mieux à même de s'acquitter de sa responsabilité principale — le maintien de la paix et de la sécurité internationales — et, à cette fin, souligne qu'il est nécessaire d'examiner de manière continue les mécanismes et les méthodes de travail du Conseil pour renforcer son autorité et son pouvoir de coercition, conformément à la Charte;

10. *Souligne* que le Conseil de sécurité devrait envisager de tenir des réunions périodiques dans des cas particuliers pour examiner et étudier les crises et les problèmes non résolus et pouvoir ainsi jouer un rôle plus actif dans la prévention des conflits;

11. *Réaffirme* que le Conseil de sécurité, en particulier ses membres permanents, devrait assurer l'application efficace de ses décisions conformément aux dispositions pertinentes de la Charte;

12. *Considère* que le respect et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales sous leurs aspects civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, d'une part, et l'affermissement de la paix et de la sécurité internationales, d'autre part, se renforcent mutuellement;

13. *Réaffirme* la légitimité de la lutte que mènent les peuples soumis à la domination coloniale, à l'occupation étrangère ou à des régimes racistes, ainsi que leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, et invite instamment les Etats Membres à renforcer leur appui à ces peuples et à leurs mouvements de libération nationale, ainsi que leurs liens de solidarité avec eux, et à prendre d'urgence des mesures efficaces pour assurer dans les meilleurs délais l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux¹⁰⁰ et l'élimination définitive du colonialisme, du racisme et de l'apartheid;

14. *Demande* à tous les Etats, en particulier aux membres du Conseil de sécurité, d'adopter des mesures appropriées et efficaces en vue de la dénucléarisation de l'Afrique, pour écarter le grave danger que le potentiel nucléaire de l'Afrique du Sud fait peser sur les Etats africains, en particulier sur les Etats de première ligne, ainsi que sur la paix et la sécurité internationales;

15. *Constate avec satisfaction* que le processus entamé dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe se poursuit et formule l'espoir que la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe — continent où la concentration d'armements et de forces militaires est la plus forte — aura des résultats importants et positifs;

16. *Réaffirme* que la démocratisation des relations internationales est indispensable, vu les rapports d'interdépendance existants, tant au plein développement et à l'indépendance de tous les Etats qu'à l'instauration dans le monde d'une sécurité, d'une paix et d'une coopération véritables, et souligne sa ferme conviction que l'Organisation des Nations Unies offre le cadre le plus approprié à ces fins;

17. *Invite* les Etats Membres à faire connaître leurs vues sur l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale et demande au Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa

quarante et unième session, un rapport établi à partir des réponses qu'il aura reçues;

18. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante et unième session la question intitulée "Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale".

117^e séance plénière
16 décembre 1985

40/159. Application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 37/119 du 16 décembre 1982, 38/191 du 20 décembre 1983 et 39/158 du 17 décembre 1984, relatives à l'application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Réaffirmant que la fonction primordiale de l'Organisation des Nations Unies, en particulier du Conseil de sécurité, est de maintenir la paix et la sécurité internationales,

Soulignant que les buts des Nations Unies ne peuvent être atteints que si les Etats respectent pleinement les obligations que leur impose la Charte,

Alarmée par la tendance croissante qu'ont les Etats à recourir à l'emploi de la force et à s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres Etats, passant ainsi outre aux dispositions de la Charte et de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies⁹⁹,

Préoccupée de constater que le Conseil de sécurité n'a pas toujours pu agir de façon décisive pour maintenir la paix internationale et régler les conflits internationaux,

Consciente que l'une des approches fondamentales du problème d'une sécurité véritable passe par le renforcement du système de sécurité collective constitué par la Charte,

Sachant combien il importe que le Conseil de sécurité donne toute leur valeur aux dispositions de sécurité collective de la Charte pour la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde, conformément à la Charte,

Regrettant que les dispositions de la Charte concernant les mesures de sécurité collective n'aient pas été pleinement appliquées,

Tenant compte, à cet égard, des rapports du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation présentés à l'Assemblée générale lors de ses trente-septième¹²⁴, trente-huitième¹²⁵, trente-neuvième¹²⁶ et quarantième sessions¹²⁷,

¹²⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément n° 1 (A/37/1).

¹²⁵ Ibid., trente-huitième session, Supplément n° 1 (A/38/1).

¹²⁶ Ibid., trente-neuvième session, Supplément n° 1 (A/39/1).

¹²⁷ Ibid., quarantième session, Supplément n° 1 (A/40/1).

¹²⁸ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarantième année, 2608^e séance; voir également Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1985, p. 21.

Tenant compte également de la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité lors de la séance commémorative que le Conseil a tenue le 26 septembre 1985¹²⁸,

Rappelant la Déclaration politique finale adoptée par la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'est tenue à Luanda du 4 au 7 septembre 1985¹²⁹,

Rappelant également les vues des gouvernements des cinq pays nordiques sur le renforcement de l'Organisation des Nations Unies¹³⁰,

Prenant acte de la note du Secrétaire général sur l'application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales¹³¹,

Ayant examiné la question intitulée "Application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales",

1. *Regrette* que le Comité spécial de l'application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies, qu'elle avait, par sa résolution 38/91, décidé de créer pour rechercher les moyens d'appliquer ces dispositions, n'ait pas été constitué;

2. *Prie* le Président de l'Assemblée générale de nommer d'urgence cinquante-quatre Etats Membres et, en se fondant sur les consultations qui ont déjà eu lieu, de constituer le Comité spécial sur la base d'une répartition géographique équitable, en y incluant les membres permanents du Conseil de sécurité;

3. *Prie* le Secrétaire général d'inviter d'urgence les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à lui communiquer leurs vues et observations sur la question, au plus tard le 30 avril 1986, et de transmettre ces vues et observations aussitôt que possible au Comité spécial;

4. *Prie* le Comité spécial, lorsqu'il examinera cette question, de prendre dûment en considération les vues et observations des Etats Membres, y compris leurs recommandations, et de présenter un rapport intérimaire au Conseil de sécurité, pour examen et observations, et à l'Assemblée générale, lors de sa quarante et unième session, ainsi qu'un rapport final à l'Assemblée lors de sa quarante-deuxième session;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante et unième session la question intitulée "Application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales".

117^e séance plénière
16 décembre 1985

¹²⁹ A/40/854-S/17610 et Corr. 1, annexe I.

¹³⁰ A/38/271-S/15830, annexe. Pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-huitième année, Supplément d'avril, mai et juin 1983, document S/15830, annexe.

¹³¹ A/40/454.